



DECISION N° 02/2025/ARMP/CR/CRDS/ DU 04 FEVRIER 2025

**DU COMITE DE REGLEMENT DES DIFFRENDIS ET SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGE SUR LE RECOURS DE
L'ENTREPRISE AEMS CONTRE LE MINISTERE DES MINES ET DE
LA GEOLOGIE RELATIF A LA DEMANDE DE CLARIFICATION DE LA
PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES N°001/MMG/CAB/ONGS/CPMP
/PRMP/2024**

**LE COMITE DE REGLEMENT DES DIFFERENDS ET SANCTIONS
STATUANT EN FORMATION LITIGES,**

Vu la Charte de la Transition ;

Vu l'Ordonnance O/2021/001/PRG/CNRD/SGG du 16 septembre 2021 portant prorogation des Lois nationales, des Conventions, Traités et Accords Internationaux en vigueur ;

Vu la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu la loi L/2018/028/AN du 05 juillet 2018, portant modification de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, fixant les règles régissant la Passation, le Contrôle et la Régulation des Marchés Publics et Délégations de Service Public ;

Vu le Décret D/2022/0227/PRG/CNRD/SGG du 10 mai 2022 portant nomination des membres du Conseil de Régulation de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

[Handwritten signatures and initials: ABC, AG, and others]

Vu le Décret D/2022/0077/PRG/CNRD/SGG du 02 février 2022, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu le décret D/333/PRG/SGG du 17 décembre 2019, portant Code des Marchés Publics;

Vu le décret D/2020/154/PRG/SGG du 10 juillet 2020, portant Attributions, Organisation et Fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics ;

Vu les pièces du dossier.

Après avoir entendu Monsieur DIAKITE Bakari, rapporteur technique, en présence de :

- 1- M. Sidi Mouctar DICKO, président du Conseil de Régulation ;
- 2- M. Holomo Koni KOUROUMA , Vice-Président;
- 3- M. Moussa Iboun CONTE, membre du CRDS ;
- 4- M. Lansana SIDIBE SANGARE, membre du CRDS;
- 5- M. Moussa SANGARE, membre du CRDS;
- 6- Mtre Basékou SHEK CONDE, membre du CRDS ;
- 7- M. Ibrahima Sory SACKO, membre du CRDS ;
- 8- M. Almamy Sékou CAMARA membre du CRDS.

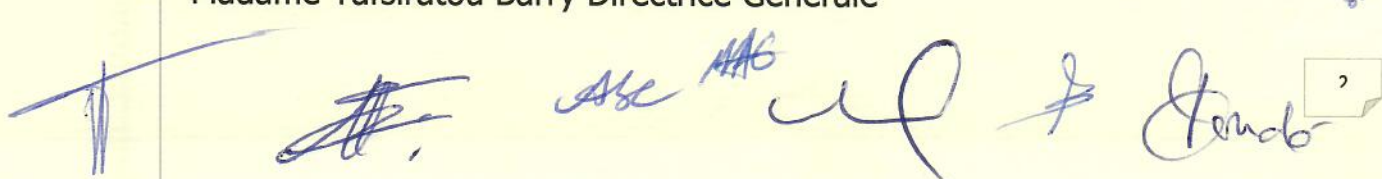
Etaient présents :

Pour la commission

- M. BAKARI DIAKITE, Président de la commission
- M. FODE ABDEL KADER DIARE, Rapporteur
- M. ALHASSANE DIALLO

Pour AEMS:

- Madame Tafsiratou Barry Directrice Générale

The bottom of the page features several handwritten signatures and initials in blue ink. From left to right, there is a long horizontal stroke, a signature that appears to be 'ABE', a signature that appears to be 'MAG', a large stylized signature, a signature that appears to be 'J', and a signature that appears to be 'Jenab'. There is also a small box with the number '2' inside it.

Pour le Ministère des Mines et de la Géologie

- M. Almamy Moustapha Touré PRMP Ministère de Mines et de la Géologie

Pour la Direction Générale du Contrôle des Marchés Publics (DGCMP)

- M. Hady Lamine Touré Chef Service Prestations Intellectuelles/FINEX

I- CONTEXTE

Le Ministère des Mines et de la Géologie a inscrit dans l'exécution de son Budget 2024 l'acquisition d'un atelier de Forage d'eau et accessoires en faveur de l'Office National des Géo-Services (ONGS).

A cet effet, le Ministère a organisé l'appel d'offres N°001/MMG/CAB/ONGS/CPMP/PR MP/2024 auquel l'entreprise AEMS, le requérant, a soumissionné.

SUR LA RECEVABILITE DU RECOURS

Vu l'article 23 de la loi L/2012/020/CNT du 11 Octobre 2012, fixant les règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics et délégations de services publics qui dispose que : « Toute personne ayant connaissance d'un manquement ou d'un risque de manquement à la réglementation des marchés publics ou des délégations de service public doit en informer l'autorité contractante, son supérieur hiérarchique, l'ARMP, les structures de passation et de contrôle et toute autre autorité disposant d'un pouvoir d'enquête et de sanction sur de tels agissements. » ;

Vu l'article 147 du code des marchés publics qui dispose que « Les candidats et soumissionnaires justifiant d'un intérêt légitime qui s'estiment injustement écartés dans les procédures de passation des marchés publics et partenariats public-privé doivent avant toute saisine de l'autorité de régulation, introduire un recours effectif préalable à l'encontre des actes pris où des faits et des décisions rendues à l'occasion de la procédure de passation leur causant préjudice, devant l'autorité contractante où son autorité hiérarchique. » ;

Vu le code des marchés publics en son article 150 relatif à la saisine du Comité de Règlement des Différends et Sanctions (CRDS).

Considérant que l'Entreprise AEMS est soumissionnaire audit marché ;

Considérant que l'Entreprise AEMS a exercé un recours préalable par courrier en date du 20/12/2024 ;



Handwritten signatures and initials in blue ink at the bottom of the page. From left to right: a large stylized signature, a signature that appears to be 'Abe', a signature that appears to be 'AG', a signature that appears to be 'WLF', and a signature that appears to be 'Jencler'. There is also a small box with the number '3' in the bottom right corner.

Considérant que l'Entreprise AEMS a respecté les conditions de saisine du Conseil de Régulation ;

Considérant que l'Autorité de Régulation des Marchés Publics est habilitée en application de l'article 155 du Code des marchés publics à examiner ce recours et d'en délibérer .

Il convient donc de déclarer le présent recours recevable en la forme .

II- SUR LES FAITS ET PROCEDURES :

En date du 13 Janvier 2025, la Direction Générale de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics a été saisie par le Président du Conseil de Régulation, suite au recours de l'Entreprise AEMS contre le Ministère des Mines et de la Géologie.

Le requérant intente ledit recours, afin de contester la procédure de passation dudit marché.

EXAMEN DU LITIGE

LES MOYENS A L'APPUI DU RECOURS :

LES MOTIFS DONNES PAR L'ENTREPRISE AEMS

Dans sa narration, **Madame Tafsiratou BARRY** a exposé les faits comme suit : Avant de commencer, permettez-moi de vous remercier pour la diligence qui entoure le traitement de notre requête. Nous sommes rassurés par les propos que nous venons d'entendre de vous. Nous intervenons beaucoup plus dans le secteur privé que dans le public.

Suite à l'appel d'offres international du Ministère des Mines et de la Géologie pour la fourniture d'une foreuse et accessoires dont nous sommes spécialisés.

Nous avons soumissionné en suivant tout le protocole nécessaire. Lors de l'ouverture des offres au premier tour, nous étions le seul soumissionnaire. Par conséquent, l'autorité contractante, nous a informé qu'il faut procéder à une réouverture d'un nouveau délai ne devant pas dépasser deux semaines.

A la date limite du second appel d'offres, les plis ont été ouverts et nous avons noté la présence d'une nouvelle société du nom de MBM-SARL, plus notre soumission, au total deux (2) offres.

Handwritten signatures and initials:
 - A large signature on the left.
 - Initials "ASC" and "MB" above a large signature.
 - A signature with a dollar sign "\$" next to it.
 - A signature "Sant" on the right.
 - A small box with the number "4" in the bottom right corner.

La séance d'ouverture des plis s'est déroulée dans les règles de l'art, les montants des offres, les noms des soumissionnaires, les documents administratifs ainsi de suite ont été lus publiquement.

Après, nous sommes restés longtemps sans obtenir du résultat du dépouillement, ni une notification. C'est dans les couloirs que nous avons appris que nous n'avons pas été retenu.

Seulement notre garantie de soumission nous a été restituée de façon informelle.

Nous avons voulu savoir qu'est ce qui s'est passé ? qui a obtenu le marché et comment ?

Dans l'optique de trouver des réponses à ces différentes questions, nous avons formulé une réclamation auprès du département, sans suite.

Habituellement mêmes avec les entreprises on notifie et on donne les explications des motifs du rejet d'une offre.

C'est ainsi que nous nous sommes dirigés vers vous (ARMP) dans l'espoir de trouver une suite favorable à notre demande.

M. Bakari DIAKITE remercia toutes les parties prenantes pour leur disponibilité et mit terme à la séance.

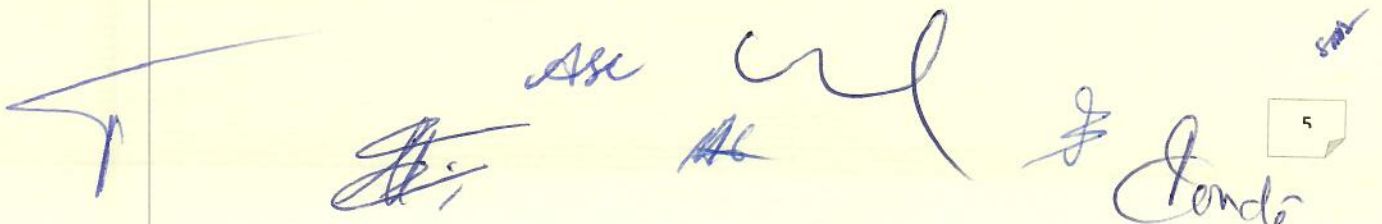
LES MOTIFS DONNES PAR LA PERSONNE RESPONSABLE DES MARCHES PUBLICS DU MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE

Dans sa narration, Monsieur Almamy Moustapha TOURE a exposé les faits comme suit : Bonjour à tout le monde, je suis heureux de l'existence de l'ARMP, les recours dans les marchés de travaux, fournitures et services sont normales.

Pour ce marché, j'ai transmis tous les dossiers à la DGCMF, si je comprends bien la requête devrait d'abord être adressée à la commission qui a travaillé sur le dossier c'est-à-dire la commission de passation des marchés.

En guise de rappel, c'est un appel d'offres international que nous avons lancé sur les sites d'informations, à la date limite de dépôt des offres, pour le lot en litige, il y'a eu un seul soumissionnaire dans un premier temps, par conséquent l'article 74 du CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) dit de le rendre infructueux. Quant au second lot il y a eu trois soumissionnaires.

Pour le lot objet de litige nous avons vendu trois (3) dossiers après la relance, au dépouillement il y'a eu deux soumissionnaires, c'est normal car on peut être candidat sans pour autant être soumissionnaire.

 Several handwritten signatures and initials in blue ink are visible at the bottom of the page. From left to right, there is a large stylized signature, a signature that appears to start with 'Ase', a signature that appears to start with 'AL', a signature that appears to start with 'F', and a signature that appears to start with 'Gend'. There is also a small box with the number '5' inside it.

Le 15 Janvier 2025 c'est sur la plateforme la GEC du Ministère des Mines que j'ai vu la plainte du requérant, bien qu'étant adressée au Ministre, nous avons répondu, pour ce faire je me suis rapproché du DAF pour m'accompagner chez le Secrétaire Général en vue de lui dire que j'ai apporté des réponses sur ladite plateforme, comme le Ministre n'était pas là pour des raisons de service, et nous avons expliqué de fond en comble le processus selon le DAO.

Lorsque j'ai reçu la mesure conservatoire prise par l'ARMP, j'ai immédiatement fait des copies du dossier, ensuite je suis venu voir le Secrétariat de l'ARMP, ce dernier m'a dit de me préparer pour rencontrer la commission d'instruction.

Il est intéressant de rappeler que l'évaluation a été faite, et des manquements ont prévalu à l'élimination de l'entreprise AEMS.

Premièrement son offre financière était dans l'ordre de 11 018 367 816 GNF TTC, tandis que le second soumissionnaire était dans l'ordre de 9 503 425 000 GNF.

Deuxièmement, il était demandé dans le DAO comme critères éliminatoires la fourniture des Etats financiers certifiés par un expert-comptable, le bilan financier des trois dernières années (2021, 2022, et 2023), une preuve de la réalisation de deux (2) marchés similaires dans les trois (3) dernières années (attestation de service et PV de réception d'une Autorité Contractante). Ces documents n'ont pas été fournis par l'entreprise.

On peut noter également la non-conformité de l'entreprise par rapport aux spécifications techniques (Absence de boîte à outils) et aux délais de livraisons.

Nous avons obtenu tous les ANO de la DGCODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) à savoir : l'ANO sur le DAO, le rapport d'évaluation et actuellement nous sommes en phase d'approbation du marché.

Le projet de contrat soumis à l'approbation du MEF nous été retourné pour défaut d'attestation de réservation de crédits. Nous sommes entrain d'examiner les possibilités de réservation de crédits sur le budget 2025.

Madame Kadiatou Oury Diallo, employée de l'entreprise AEMS est venue réclamer les documents de leur soumission à savoir :

- La caution bancaire ;
- L'attestation du fabricant ;
- Le financement par leur Banque.

C'est à cet effet que j'ai remis la caution bancaire et le financement contre émargement, concernant l'attestation du fabricant je lui ai dit de s'adresser à la DGCMP.



C'est tout ce que je peux vous dire pour le moment.

LES MOTIFS DONNES PAR LA DIRECTION GENERALE DU CONTROLE DES MARCHES PUBLICS (DGCMP)

Monsieur Hady Lamine TOURE a exposé les faits comme suit : Merci de m'avoir donné la parole.

Par rapport à la situation de ce dossier, la DGCODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) a donné son avis favorable sur toute la procédure, actuellement elle se situe à la phase d'approbation du contrat.

Je me demande alors pourquoi cette plainte.

A la question de savoir si la DGCODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) s'est prononcée sur l'infructuosité du premier appel d'offres en donnant son avis de non objection (ANO), il faut que je vérifie l'historique du dossier.

Par ailleurs, en application d'une circulaire prise par le Directeur Général de la DGCODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) nous ne donnons plus d'ANO sur les projets de contrat de travaux et fournitures.

III- QUALIFICATION DES FAITS

A l'examen des faits et des pièces versées au dossier, Il ressort que dans le cas d'espèce, qu'il s'agit d'un recours en contentieux de la passation, relatif à la procédure d'attribution dudit marché.

SUR LE FOND

Le CRDS, sur la base des documents et informations fournis par les parties dans la procédure contradictoire, constate que :

- L'avis d'appel d'offres international n'a été publié que dans le seul journal des appels d'offres (JAO), conduisant à une insuffisance publicitaire au regard de l'article 54 du CMP. D'où son infructuosité dans un premier temps ;
- La relance de la procédure a enregistré deux (2) soumissionnaires dont les offres ont été évaluées. Le résultat de cette évaluation n'a été ni publié, ni notifié au requérant ;
- Le projet de contrat soumis à l'approbation du Ministre de l'Economie et des Finances est retourné à l'Autorité Contractante (Ministère des Mines et de la Géologie) pour défaut d'attestation de crédits ;



- Dans le cadre de la procédure de passation dudit marché, notamment sur des prestations similaires. L'attributaire définitif MBM SARL a fourni une attestation d'une entreprise (ZEO Détective Forage Guinée) dont l'existence est douteuse ;
- MBM SARL a fourni un quitus fiscal non à jour à la date d'attribution provisoire du marché ;
- Le service bénéficiaire, l'ONGS bien qu'éligible en qualité d'Autorité Contractante au champ d'application du Code des Marchés Publics ne dispose pas en son sein d'organes compétents de passation de marchés publics et ne dispose pas de crédits.

IV- CONCLUSION

Considérant qu'au terme de l'article 54 les marchés publics par appel d'offres doivent obligatoirement faire l'objet d'un avis d'appel à la concurrence porté à la connaissance du public par insertion faite dans les mêmes termes dans le journal des marchés publics JAO et dans au moins trois publications nationales et ou internationales ainsi que sur le site internet des autorités contractantes et l'Autorité de Régulation.

Considérant qu'au terme de l'article 81 alinéa 2 du CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) l'attribution provisoire est notifiée au soumissionnaire retenu par l'autorité contractante. Les autres soumissionnaires en sont également informés concomitamment.

Considérant qu'au terme de l'article 18 alinéa 5 du CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) il n'y a de marché sans crédits budgétaires destinés à le couvrir.

Considérant qu'au terme de l'article 159 alinéa 1 point 5 du CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) les auteurs des informations ou des déclarations fausses ou mensongères dans le cadre de la procédure d'appel d'offres sont passibles de sanctions prononcées par le CRDS.

Considérant qu'au terme de l'article 63 alinéa 3 du CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) la non production des pièces fiscales et sociales en cours de validité dans un délai de quinze jours à compter de la date de notification de l'attribution, entraîne le retrait du marché en vue d'une réattribution ;

Considérant qu'au terme de l'article 3 alinéa 2 de la loi L/2012/020/CNT du 11 octobre 2012, les Agences ou Offices dotés ou non de la personnalité morale, dont l'activité est majoritairement financée par l'Etat, sont du champs d'application des règles régissant la passation, le contrôle et la régulation des marchés publics ;

The bottom of the page features several handwritten signatures in blue ink. On the right side, there is a small rectangular stamp containing the letter 'R' and a handwritten signature that appears to be 'Pondé'.

Considérant qu'au terme de l'article 10 alinéa 1 du Code des marchés publics (CMP) l'autorité contractante doit mandater une Personne Responsable des marchés publics désignée parmi les personnes compétentes intégrées dans le répertoire des PRMP constitué par l'ARMP, et à qui incombe l'initiative de la conduite de la passation des marchés publics.

Par ces motifs, le Comité de Règlement des Différends et Sanctions décide de :

- Recevoir le recours en la forme ;
- Annuler la procédure de passation dudit marché et procéder à un nouvel appel d'offres conformément au CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) ;
- Ordonner à la PRMP du Ministère des Mines et de la Géologie la transmission sans délai à l'entreprise AEMS le résultat de l'évaluation des offres ;
- Ordonner à l'ONGS la nomination d'une PRMP conformément à l'article 10 du CODE DES MARCHÉS PUBLICS (CMP) ;
- Ordonner la levée de la mesure conservatoire.

Conakry le 04 Février 2025

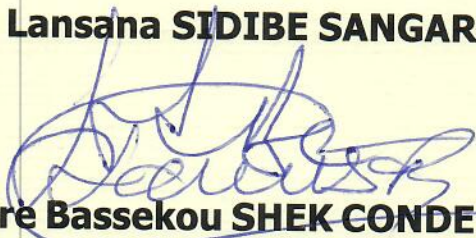
Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier aux parties avec ampliation au Président de la République, au Premier Ministre, au Ministre de l'Economie et des Finances, la présente décision, qui sera publiée sur le portail des marchés publics et insérée dans le bulletin officiel des marchés publics à la prochaine parution.



The bottom of the document features several handwritten signatures and initials in blue ink. From left to right, there is a large, stylized signature, followed by the initials 'ASC', then 'MG', a large cursive signature, and finally a signature that appears to be 'Souda' with a small box containing the number '9' next to it. There is also a small 'sat' written in the top right corner of this section.

**ET ONT SIGNE LES MEMBRES DU CRDS CONFORMEMENT A
L'ARTICLE 20 DU DECRET D/2020/154/PRG/SGG PORTANT
ATTRIBUTIONS, ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DE
L'AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS**

M. Lansana SIDIBE SANGARE



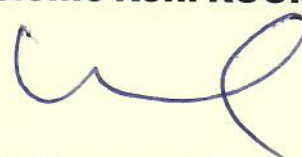
Mtre Bassekou SHEK CONDE



M.Moussa SANGARE



M.Holomo Koni KOUROUMA



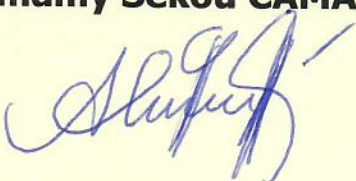
M. Ibrahima Sory SACKO



M.Moussa Iboun CONTE



M.Almamy Sékou CAMARA



LE PRESIDENT



M. Sidi Mouctar DICKO